



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika  
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا  
Association for the Development of Education in Africa  
Association pour le développement de l'éducation en Afrique  
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África

---

## **3<sup>ème</sup> Forum de dialogue politique de haut niveau de l'ADEA**

L'enseignement supérieur et la recherche scientifique à l'aune de la numérisation et de la quatrième révolution industrielle (4RI)

**Jeudi, 10 mars, 2022 | 12h00 GMT**

---

## **NOTE CONCEPTUELLE**

## **Introduction au Forum de dialogue politique de haut niveau de l'ADEA (HLPDF)**

---

En tant que premier forum de dialogue politique sur l'éducation en Afrique, l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) rassemble des décideurs et des législateurs - y compris des ministres, des députés et des hauts fonctionnaires - afin de s'engager avec des partenaires régionaux et mondiaux et d'autres parties prenantes clés sur des questions cruciales touchant à l'éducation en Afrique. Cela favorise les interactions continentales, régionales et transnationales pour soutenir l'apprentissage par les pairs et l'échange de connaissances tout en identifiant collectivement des solutions innovantes. Les résultats de ces engagements forment les domaines d'intervention de l'ADEA en matière de soutien aux pays par le biais de ses plateformes régionales telles que les pôles de qualité inter-pays (PQIP) et son réseau de partenaires qui comprend l'Union Africaine, les communautés économiques régionales (CER), le secteur privé, les banques multilatérales de développement, les partenaires du développement et les organisations de la société civile.

L'objectif général des forums de dialogue politique de haut niveau est de promouvoir le partage de connaissances et d'expériences autour de solutions pratiques et innovantes pour combler les lacunes en matière de compétences et relever le défi critique de la réforme de la prestation de l'éducation en Afrique. En réponse à l'effet de la pandémie COVID-19 qui a rendu la plupart, sinon toutes les réunions virtuelles, l'ADEA a divisé le Forum de dialogue politique de haut niveau 2021 (HLPDF) sur le thème suivant : "Repenser le rôle du développement des compétences dans le travail du futur et l'apprentissage tout au long de la vie à la lumière de la numérisation et de la 4e révolution industrielle (4IR)" en trois forums virtuels consécutifs axés sur les sous-secteurs ou domaines de l'enseignement fondamental, du développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP) et de l'enseignement supérieur. Les deux premiers forums consécutifs ont eu lieu en juillet et novembre 2021 pour le DCTP et l'enseignement fondamental, respectivement, et celui de l'enseignement supérieur est prévu pour mars 2022.

Conformément à son objectif de donner aux pays africains les moyens de réformer leurs systèmes éducatifs pour répondre durablement aux enjeux actuels et émergents, l'ADEA organisera le 10 mars 2022 le troisième forum de dialogue de politique de haut niveau consécutif sur le thème suivant : "l'enseignement supérieur et la recherche scientifique à la lumière de la numérisation et de la quatrième révolution industrielle 4IR".

### **Les objectifs de ce HLPDF sont de :**

1. Partager les connaissances, les expériences, les bonnes pratiques et les enseignements afin d'informer les politiques et les programmes en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique.
2. Favoriser les partenariats entre les principales parties prenantes afin de faire progresser la conception et la mise en œuvre de politiques et de stratégies en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en Afrique.
3. Proposer des étapes pratiques pour passer de la recherche et des études à la mise en œuvre durable de politiques, de stratégies, de priorités et de pratiques fondées sur des données probantes en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique au niveau national.

## **Contexte de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (ESRS) en Afrique**

---

En Afrique subsaharienne, la croissance économique moyenne de 4,5% par an de 2000 à 2018 n'a permis d'augmenter le PIB par habitant que de 1,7% par an. En effet, la croissance démographique

de 2,8% a absorbé 62% de la croissance économique (Vie Publique, 2021).<sup>1</sup> La part croissante des jeunes dans la population africaine est une réalité : 60% des Africains ont moins de 24 ans. D'ici 2030, on estime que 30 millions de jeunes arriveront chaque année sur le marché du travail, soit les trois quarts des jeunes du monde. Cet écart entre l'offre et la demande risque de se creuser si rien n'est fait, créant des situations de grande précarité et de chômage dans certaines régions. Il s'agit d'un problème récurrent dans toute l'Afrique - en Afrique du Nord, 30% des jeunes et près de 55% en Afrique subsaharienne sont déjà considérés comme inactifs (ID4D, 2021).<sup>2</sup>

Il est de plus en plus nécessaire de renforcer l'employabilité des jeunes en orientant les formations vers des offres adaptées aux besoins du marché du travail et vers les métiers d'avenir. L'innovation permettrait à l'Afrique de sauter des étapes de développement tout en créant les emplois dont elle a besoin. Le secteur du numérique permet d'envisager des solutions disruptives pour les jeunes dans certains secteurs et domaines clés, comme le développement de plateformes éducatives numériques et dans les centres de santé à distance.

En outre, la recherche en Afrique reste à un niveau faible, comme en témoigne l'absence du continent dans le diagnostic et la recherche de vaccins contre la pandémie de COVID-19, où il n'a contribué qu'à 1 % des résultats de la recherche dans le monde, selon la Banque mondiale (2020)<sup>3</sup>. Bien que la recherche menée par l'Afrique reste faible, elle a le potentiel de surmonter les défis et de conduire à une meilleure transformation économique en Afrique.

Les Objectifs de développement durable (ODD), la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique 2016-2025 (CESA 16-25), le Plan stratégique de l'ADEA 2018-2022, la Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique (STISA 2024) et l'Agenda 2063 de l'Afrique intitulé "L'Afrique que nous voulons" illustrent la volonté manifeste de mettre en place un écosystème d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation réactif qui permettrait aux pays d'assurer leur compétitivité et leur croissance.

En effet, dans un monde caractérisé par une économie essentiellement fondée sur la connaissance, des ressources humaines bien formées et hautement qualifiées sont la clé du développement durable. Il est désormais reconnu que l'éducation, et l'enseignement supérieur en particulier, est essentielle pour la croissance économique, la création d'emplois, la compétitivité sur le marché mondial, la revitalisation socioculturelle et l'amélioration du niveau de vie des populations. Pour réussir dans ces domaines, les pays doivent réaliser des investissements substantiels et intelligents dans divers domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique afin de former des professionnels qualifiés de haut niveau et une main-d'œuvre technique capable de répondre aux besoins du développement.

## **Défis actuels pour le développement de l'ESRS en Afrique**

---

Au niveau mondial, et particulièrement pour l'Afrique, le plus grand défi est d'améliorer l'accès à l'enseignement supérieur tout en assurant la qualité de la formation. L'enseignement supérieur en Afrique est également marqué par la surpopulation des étudiants dans l'espace universitaire ; l'insuffisance et le manque de formation du personnel enseignant et de recherche. Depuis deux ans, la crise sanitaire liée à la pandémie du COVID-19 a considérablement perturbé les systèmes éducatifs, aggravé la qualité de l'enseignement et réduit significativement le nombre d'heures de cours.

---

<sup>1</sup> Vie Publique : <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/269994-croissance-demographique-de-lafrique>

<sup>2</sup> ID4D : <https://ideas4development.org/jeunesse-africaine-avenir-continent/>

<sup>3</sup> Banque mondiale : <https://www.banquemondiale.org/fr/region/afr/publication/improving-the-quality-and-quantity-of-scientific-research-in-africa>

En outre, la plupart des recherches menées en Afrique concernent les domaines de l'agriculture et des sciences de la santé, comme le VIH/sida, le paludisme, l'épidémie d'Ebola et plus récemment la pandémie de COVID-19. Cependant, les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM) sont absents de cette équation, puisqu'ils ne représentent que 29 % de la recherche scientifique en Afrique subsaharienne (Banque mondiale, 2014) <sup>4</sup>.

Bien que l'enseignement supérieur et la recherche scientifique soient confrontés à de nombreux défis, les défis spécifiques qui seront abordés lors du forum prévu sont les suivants :

- **Un environnement d'enseignement et d'apprentissage inadéquat**, avec des niveaux insuffisants de personnel enseignant qualifié, une infrastructure numérique, des ressources et des équipements médiocres/obsolètes pour répondre au nombre croissant de jeunes dans l'enseignement supérieur.
- **Le sous-développement de l'enseignement à distance** en raison de l'absence d'offres d'enseignement à distance et en ligne conformes aux normes de qualité continentales et mondiales et du manque de connaissances des enseignants en matière de technologie éducative numérique.
- **Le manque d'accès à l'enseignement supérieur** qui garantit l'inclusion et l'égalité des chances pour tous les étudiants.
- **Manque d'efficacité et d'efficience dans l'utilisation des ressources/du financement** fournis par le gouvernement et les institutions du secteur privé pour améliorer les programmes éducatifs et la recherche, ainsi que les résultats de l'éducation.
- **Il n'y a pas assez de STEM et de cours pertinents**, ce qui rend difficile l'amélioration des compétences, de l'employabilité et de l'intégration des diplômés dans les domaines du numérique, des sciences, des mathématiques et des emplois existants et futurs.
- **Faible gouvernance de la recherche nationale** et absence de structures nationales pour la promotion et le transfert des résultats de la recherche vers la pratique.
- **Difficulté à combiner différents types de connaissances dans la formation et la recherche** pour développer des compétences transversales et exposer les étudiants à un environnement innovant et multidisciplinaire.
- **Manque de collaboration cohérente entre les établissements d'enseignement supérieur et les centres de recherche** du continent pour faciliter l'apprentissage régulier par les pairs et l'échange de connaissances.

Le partage des connaissances et des preuves et l'amélioration de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique doivent être la priorité et l'axe principal pour s'assurer que les institutions fournissent un meilleur accès et un enseignement de qualité aux étudiants ; et qu'elles sont capables de produire des connaissances pertinentes et innovantes pour améliorer la transformation économique en Afrique.

## **Réponse de l'ADEA pour le développement de l'ESRS**

---

L'ADEA travaille avec plusieurs partenaires stratégiques, dont l'Union africaine, l'Arizona State University (ASU), la Mastercard Foundation, NUFFIC, l'UNESCO et l'Association des universités africaines (AUA) pour faire progresser les connaissances et les preuves qui soutiennent les efforts des pays pour faire de l'enseignement supérieur une priorité absolue pour les décideurs politiques. L'ADEA a également mené une série d'études dans des domaines pertinents pour l'enseignement supérieur, notamment :

---

<sup>4</sup> Banque mondiale : <https://www.worldbank.org/en/region/afr/publication/improving-the-quality-and-quantity-of-scientific-research-in-africa>

- Une enquête sur les innovations dans l'enseignement supérieur en Afrique en collaboration avec l'AUA. Ce rapport visait à identifier et à documenter les innovations en cours pour conduire les transformations de l'enseignement supérieur en Afrique à travers la réactivité aux besoins sociétaux, la planification stratégique, le financement, la gouvernance, la réforme des programmes et les ressources de développement humain.
- L'évaluation en 2008 des expériences de planification stratégique entre universités en Afrique, avec la Banque mondiale et l'AUA.
- La création du Comité des 10 chefs d'Etat africains champions de l'éducation, de la science et de la technologie (C10) de l'Union africaine, un concept initié par l'ADEA.
- L'étude de cartographie continentale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en Afrique en 2021, qui a identifié les principales contraintes et les défis auxquels ces secteurs sont confrontés.
- Développement et pilotage de la boîte à outils d'évaluation comparative de l'enseignement à distance qui utilise une approche basée sur des listes de contrôle pour aider les pays à établir et maintenir des systèmes d'enseignement à distance complets et appropriés en harmonie avec les systèmes et pratiques régionaux et internationaux, et dans le cadre de la résilience du secteur de l'éducation aux crises futures (2021).
- Développement du cadre stratégique et du plan d'action quinquennal pour guider le travail de le PQIP sur l'enseignement supérieur et la recherche scientifique (PQIP-ESRS) dirigé par le Sénégal (2022).

## **Objectifs et résultats attendus du HLPDF**

---

Le résultat escompté du HLPDF sur l'enseignement supérieur et la recherche scientifique est de promouvoir le partage des connaissances et des expériences autour de solutions pratiques et innovantes pour combler les lacunes en matière de compétences et relever le défi crucial de la réforme des systèmes d'enseignement supérieur afin de doter l'Afrique d'un système d'enseignement supérieur de qualité.

Le forum permettra de partager des idées sur les tendances nouvelles/émergentes en matière de preuves et de meilleures pratiques sur le rôle de l'enseignement supérieur dans la préparation des jeunes aux compétences requises pour l'avenir du travail. Il permettra de faire le point sur les politiques, programmes et actions innovantes en cours, et d'analyser leur mise en œuvre afin de formuler des recommandations concrètes.

Le forum identifiera les moyens de réformer les politiques, les stratégies et les programmes pour répondre aux besoins et aux priorités de l'Afrique, en mettant particulièrement l'accent sur les thèmes ci-dessous :

1. **Donner la priorité à un environnement numérique pour dynamiser le système d'enseignement supérieur** : Améliorer l'enseignement à distance, et concevoir des stratégies pratiques et innovantes pour intégrer les nouvelles technologies numériques qui répondent aux normes de qualité, tout en renforçant les capacités des enseignants en matière de technologie pour une prestation efficace. Évaluer les avantages des technologies numériques dans l'enseignement supérieur pour améliorer les résultats scolaires, et créer davantage de cours liés aux STEM pour améliorer les compétences.
2. **Placer la recherche et l'innovation au centre de la réponse nationale aux défis économiques et environnementaux** : Améliorer la gouvernance de la recherche nationale, promouvoir la recherche menée par les Africains et le transfert des résultats de la recherche pour répondre aux besoins et aux priorités de l'Afrique. Élaborer les bonnes politiques pour les systèmes de recherche nationaux, en veillant à ce qu'ils disposent des capacités et des moyens nécessaires à la coordination et à la collaboration.

3. **Accès à une éducation de qualité et amélioration des approches d'assurance qualité :** Promouvoir des opportunités inclusives et équitables pour les jeunes dans l'enseignement supérieur. Maintenir des normes académiques et une évaluation de qualité dans les programmes d'études et les expériences d'apprentissage des étudiants.

Tous les sous-thèmes ci-dessus comportent des questions transversales, dont l'une est la dimension du genre et, plus généralement, la question de l'inclusion, qui aborde différents aspects. Les débats seront animés par des questions directrices fondées sur des expériences innovantes et des exemples de réussite. La nature et la diversité des questions et des défis liés au thème rendent essentiel que, dans la mesure du possible, tous les types de partenaires et de parties prenantes contribuent aux discussions et à la mise en œuvre des résultats du FPHN. Par conséquent, les participants ciblés comprennent : les ministres en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique, de la formation professionnelle et technique, de la technologie et de l'innovation, de l'éducation, des finances et de la planification économique, de la jeunesse et du genre ; les membres du Parlement et les hauts fonctionnaires ; l'Union africaine et les Communautés économiques régionales (CER) ; les partenaires du développement ; les représentants du secteur privé ; les organisations internationales et régionales et les OSC ; les jeunes entrepreneurs africains ; les syndicats d'enseignants et les formateurs ; les comités de qualification ; les prestataires de formation ; les conseils en charge de la certification ; les points focaux et les pays membres du PQIP-ESRS.

## **Conclusion**

---

Le développement de l'Afrique repose sur un système d'enseignement supérieur et de recherche qui joue un rôle clé dans les stratégies de croissance économique basées sur la connaissance : contribution à la constitution du capital humain ; soutien à l'innovation par la création de nouvelles connaissances ainsi que l'acquisition, la construction et la validation de connaissances scientifiques ; développement d'avantages compétitifs ; diffusion de la culture scientifique et technique ; et expertise au profit de la société. Certains pays ont mis en place des structures de gouvernance pour l'enseignement supérieur et ont initié des innovations dans la formation (universitaire et professionnelle) avec des standards de qualité de haut niveau. Avec la croissance démographique rapide du continent africain, il est clair que fournir une éducation et une formation de qualité à des millions de jeunes est le défi le plus important auquel de nombreux pays devront faire face et cela ne peut être réalisé qu'avec des politiques et des stratégies solides et, plus important encore, un engagement cohérent avec les principales parties prenantes par le biais de partenariats.